

Pôle Patrimoine et Cadre de vie
Réf : MTL/NB

**OBJET : ARRETE TEMPORAIRE REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
ENTRE LES N°16 ET 20 ET ENTRE LES N°13 ET 17 RUE ANTOINE DE SAINT-EXUPERY
ET ALLE DE LA BRUYERE**

LE MAIRE DE SANNOIS,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,

Vu les dispositions du Code de la Route en vigueur,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'arrêté n°2023.74 du 5 octobre 2023 portant délégation de fonctions aux adjoints et conseillers municipaux délégués,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992,

Considérant la demande formulée le 20 décembre 2024 par l'entreprise **STDT, domiciliée 79-83 rue des Cloviers-95100 ARGENTEUIL - Tél : 01.39.81.66.17 – courriel : etudes@stdt.fr** en vue de procéder aux travaux de démolition de trois pavillons, pour le compte de la mairie de Sannois,

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité du public, des usagers de la route et du personnel effectuant les travaux à proximité du chantier,

Considérant que ces mesures de sécurité nécessitent une modification temporaire de la réglementation relative à la circulation et au stationnement,

A R R E T E :

ARTICLE 1 : Circulation/ Stationnement

Les travaux de démolition seront exécutés par l'entreprise STDT :

Pour la période du 05 janvier 2025 minuit au 07 mars 2025 minuit
Les heures de travaux sont autorisées de 7h30 à 18h00 du lundi au vendredi

Durant cette période, la circulation et/ou le stationnement seront règlementés en respectant le manuel de chantier du SETRA Edition 2000 sur la signalisation et l'instruction interministérielle 8ème Partie.

Le stationnement sera interdit tout au long du chantier entre les n°16 à 20 et entre les n°13 à 17 rue Antoine de Saint-Exupéry. Le trottoir côté pair sera neutralisé et les piétons seront déviés sur le trottoir opposé par l'implantation temporaire de deux passages piétons de couleur orange. Pour aider à l'entrée-sortie des camions et bennes de chantier, un homme trafic devra être présent pour fluidifier la circulation en fonction de l'intensité du trafic routier.

Le chantier étant mobile, la réquisition des places de stationnement nécessaire à la démolition des pavillons sur l'allée de la Bruyère s'effectuera au fur et à mesure de l'avancement du chantier. La société posera au fur et à mesure les panneaux d'interdiction de stationner en amont du chantier et ce au minimum 48 HEURES à l'avance.

Tout stationnement de véhicule est considéré comme gênant. Il pourra être procédé à l'enlèvement et à la mise en fourrière des véhicules dans les conditions définies par le Code de la Route en vigueur.

Six (6) places de stationnement seront réservées allée de la Bruyère avec l'angle du n°16 rue Antoine de Saint-Exupéry pour l'implantation de la base-vie et ce pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 2 : Sécurité

Pendant cette période et au droit des travaux :

- La zone de chantier devra être protégée ;
- La zone de chantier sera impérativement protégée selon le manuel de chantier du SETRA ;
- Toute personne intervenant à pied sur le chantier doit revêtir un vêtement de signalisation à haute visibilité de classe 2 ou 3 afin d'être constamment visible, tant par les usagers que par les conducteurs d'engins sur le chantier.

ARTICLE 3 : Signalisation

La signalisation du chantier sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992.

La fourniture et la mise en place de la signalisation réglementaire sont à la charge de l'entreprise STDT sous le contrôle du Pôle Patrimoine et Cadre de vie, Place du Général Leclerc - 95111 SANNOIS CEDEX –
tél : 01 39.98.20.60.

ARTICLE 4 : Etat des lieux

Conformément à l'article 99.7 du règlement sanitaire départemental du Val d'Oise, les entrepreneurs des travaux exécutés sur le domaine public doivent tenir la voie publique en état de propreté aux abords de leurs chantiers. Ils doivent assurer aux ruisseaux et caniveaux leur libre écoulement. Le cas échéant, l'entreprise est tenue de remettre le domaine public en l'état après les travaux.

Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraînera la suspension immédiate des travaux.

ARTICLE 5 : Réglementation

Tout stationnement de véhicule est considéré comme gênant. Il pourra être procédé à l'enlèvement et à la mise en fourrière des véhicules dans les conditions définies par le Code de la Route en vigueur.

ARTICLE 6 : Affichage

Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté à chaque extrémité du chantier est obligatoire. Celui-ci devra être affiché sur le site au moins 48h avant et jusqu'à la fin de l'occupation et visible depuis le domaine public.

ARTICLE 7: Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil -BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <https://www.telerecours.fr>.

ARTICLE 8 : Diffusion

Madame la Directrice Générale des Services de la Ville est chargée de l'exécution du présent arrêté dont :

- Notification sera faite à la personne susnommée.
- Ampliation adressée à :
Monsieur le Commissaire chef de la circonscription d'Ermont, Madame le Major responsable du Commissariat de Sannois, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Madame la Responsable de la Police Municipale, et tout autre agent de la Force Publique, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application des prescriptions du présent arrêté.

Fait à SANNOIS, le 24 décembre 2024

Pour le Maire et par délégation
Claude WILLIOT



1^{er} adjoint au Maire
En charge des travaux et de la voirie,
des associations patriotiques et des relations avec les cultes